

cela par les Affaires extérieures, voulait maintenir des relations cordiales avec Cuba et accroître le commerce, sans pour autant avaliser le régime castriste. Le Canada craignait cependant beaucoup la politique de nationalisation pratiquée par Castro, et les exportations canadiennes de matériel militaire vers Cuba furent contrôlées minutieusement. En même temps toutefois, le Canada adopta délibérément un ton « très modéré » envers Cuba, contrairement aux États-Unis dont les protestations étaient considérées par Ottawa comme excessivement « vigoureuses et rigides ». Cette attitude, espérait-on, « nous permettra de jouer un rôle indépendant dans l'hypothèse où la situation empirerait » (document 578).

Au début de juillet, le président Eisenhower fit tenir à Diefenbaker une lettre personnelle où il dit : « La situation dans les Antilles est grave et à l'évidence, cela favorise la pénétration soviétique dans l'hémisphère occidental à travers Cuba » (document 582). Eisenhower demanda à Green de discuter de la question avec les représentants américains lors de la réunion annuelle du Comité ministériel Canada-États-Unis sur la défense commune, laquelle se tint cette année-là à Montebello, au Québec. Les discussions (documents 302, 586 et 587) tenues à cette occasion ne servirent qu'à faire ressortir les différences entre les évaluations américaine et canadienne de la situation. L'ambassadeur du Canada aux États-Unis, Arnold Heeney, déclara plus tard que la réunion de Montebello fut un point tournant majeur dans les relations canado-américaines pendant les années Diefenbaker.<sup>2</sup> Une tentative de médiation menée conjointement par le Canada, le Mexique et le Brésil fut rejetée fermement par Washington. En octobre, les Américains imposèrent un embargo sur les exportations vers Cuba. À La Havane, l'ambassadeur du Canada, Allan Anderson, fit part de ses « inquiétudes concernant le développement d'une situation où le Canada commençait à apparaître comme le « chouchou » tenu en haute estime par le gouvernement cubain ». Les appréhensions d'Anderson étaient bien fondées : en décembre 1960, le ressentiment américain envers les échanges commerciaux grandissants du Canada avec Cuba était élevé.

Comme le précisa Green dans l'avant-propos de son rapport annuel, malgré l'intensification des conflits Est-Ouest partout dans le monde, les événements survenus en 1960 « ne provoquèrent pas une reprise à grande échelle de la guerre froide. Les contacts avec le bloc soviétique, bien que réduits, ne furent pas coupés entièrement ». Les politiciens et les diplomates canadiens s'efforcèrent de garder les canaux de communication ouverts. Peu avant le sommet, le ministre du Commerce, Gordon Churchill, se rendit à Moscou pour signer une prolongation de l'accord commercial de 1955 avec l'URSS, et revint enchanté de l'accueil amical qu'on lui réserva (document 504). Même après l'échec de la conférence de Paris, l'ambassadeur Johnson eut des échanges cordiaux avec les dirigeants soviétiques (documents 505 et 506) au cours desquels il exprima l'espoir canadien d'un élargissement des relations

---

<sup>2</sup> Arnold Heeney, *The Things that are Caesar's: Memoirs of a Canadian Public Servant*, ed. Brian D. Heeney (Toronto : University of Toronto Press, 1972), pp. 162-163.